



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 JUILLET 2020

L'an deux mille vingt , le dix sept juillet, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

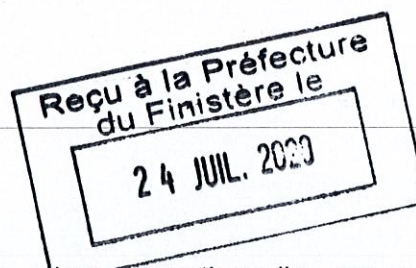
Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

Excusés

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)
PHILIPPE Georges (pouvoir à CANN Joël)
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
TRMAL Marie-France (pouvoir à SOUN Véronique)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à BERVAS Viviane)
LETEURE Tiphaine (pouvoir à BODILIS Jean-François)
YVINEC Odile (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Objet	Crise sanitaire COVID-19 - Octroi d'une prime exceptionnelle aux agents
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Ressources humaines



Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Les employeurs territoriaux peuvent verser une prime exceptionnelle aux agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire. Sont considérés comme particulièrement mobilisés les personnels pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, **conduit à un surcroît significatif de travail.**

Le montant de la prime exceptionnelle est plafonné à 1 000 euros exonérés d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

Les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle sont définies par délibération de l'organe délibérant de la collectivité territoriale dans la limite du plafond.

Les bénéficiaires de la prime, le montant alloué et les modalités de versements sont déterminés par l'autorité territoriale.

La crise sanitaire a bouleversé l'organisation des services et le travail des agents.

Dans la collectivité, les services essentiels tels que définis par les instructions ministérielles sur la continuité des services publics locaux dans le cadre de l'Etat d'urgence sanitaire et dans le Plan de Continuité des Activités (PCA) visaient particulièrement les agents de collecte des ordures ménagères car leur activité ne pouvait être réduite (les autres activités du PCA devaient être maintenues mais pouvaient souvent être réduites).

Dès le premier jour de confinement les agents du service collecte, ripeurs et chauffeurs, ont été mobilisés. Pendant cette période les agents du service de la collecte ont exercé leur activité **en présentiel** et ont été particulièrement impliqués dans l'exercice de leur mission : **surcroît d'activité lié à l'augmentation du tonnage de déchets, difficultés liées au respect des gestes barrières, pénibilité du travail du fait d'être seul en qualité de ripeur sur une tournée au lieu de deux agents en situation normale.**

Par conséquent, il est proposé, d'instaurer la prime exceptionnelle Covid 19 à la Communauté pour les agents titulaires et contractuels du service collecte assurant les fonctions de ripeur et/ou chauffeur qui ont été présents sur le terrain.

Le montant de la prime est plafonné à 1 000 € par agent, proratisé individuellement en fonction du nombre de jours de présence effective sur la période de confinement du 17 mars au 10 mai 2020. Ce décompte sera réalisé en fonction de la réalité des jours de présence de chaque agent.

Cette prime exceptionnelle sera versée en une seule fois sur le mois de septembre 2020.

Le président de la Communauté fixera par arrêté le montant alloué à chaque agent bénéficiaire dans la limite du plafond alloué par l'assemblée.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi de finances rectificative n°2020-473 du 25 avril 2020, article 11,

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 16 juillet 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte la proposition d'instauration de la prime exceptionnelle prévue dans le cadre de la crise sanitaire Covid 19,

Article 2 : inscrive au budget les crédits correspondants

Signé par :
Patrick Leclerc
Date : 20/07/2020
Qualité :
Président-Maire